

**ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DE
NYABIMATA**

Etude du milieu

De la zone d'intervention de l'ADENYA

Octobre 2006

ADENYA asbl
District de Nyaruguru
BP 226 Butare
Rwanda

Tél 1 : (250) 0856-40 89
Tél 2 : (250) 0842 -19 11
adenya2000@yahoo.fr
Internet : www.adenya.tk

Contenu

Contenu.....	2
Table des abréviations.....	3
Résumé.....	5
1. La zone d'intervention située	6
2. Environnement et climat.....	7
2.1 Relief	7
2.2 Sols et érosion	7
2.3 Climat	7
3. Conditions Sociales.....	8
3.1 Population.....	8
3.2 Santé et eau.....	9
3.3 VIH/SIDA.....	9
3.4 Genre.....	9
3.5 Education.....	10
3.6 Solidarité communautaire.....	10
4. Conditions économiques.....	12
4.1 Quelques indicateurs généraux	12
4.2 L'agriculture.....	12
4.3 L'élevage.....	14
4.4 Autres activités économiques et la microfinance.....	15
4.5 L'économie et le genre.....	16
4.6 Infrastructures.....	16
4.7 L'impact économique du génocide.....	17
4.8 L'impact économique du VIH/SIDA.....	17
5. Conditions institutionnelles et politiques.....	18
5.1 La politique nationale en générale.....	18
5.2 Le secteur agricole et le milieu rural au niveau national.....	18
5.3 Le niveau local et la décentralisation.....	18
5.4 Quelques tendances actuelles.....	19
6. Conditions nutritionnelles et alimentaires.....	20
6.1 Les chiffres.....	20
6.2 Personnes vulnérables	21
6.3 Zones vulnérables.....	21
6.4 Périodes de vulnérabilité.....	22
6.5 Causes de l'insécurité alimentaire.....	22
6.6 Stratégies de lutte contre l'insécurité alimentaire au moments de disette.....	24
6.7 Quelques tendances récentes.....	24

Table des abréviations

ADENYA	Association pour le Développement de Nyabimata
AFSR	projet Appui à la Filière Semencière au Rwanda
AMI	Association Modeste et Innocent
AG	Assemblée Générale
BD	Broederlijk Delen
BRD	Banque Rwandaise de Développement
CAGN	Centre d'Animation Globale de Nyabimata
CCOAIB	Conseil de Concertation des Organisations d'Appui aux Initiatives de Base
CN	Centre Nutritionnel
COOPEC	Coopérative d'Epargne et de Crédit
CSR	Caisse Sociale du Rwanda
FARG	Fonds d'Appui au Rescapés du Génocide
FBS	Fonds Belge de Survie
FEWS	Food Early Warning System
FBS	Fonds Belge de Survie
HIMO	Haute Intensité de Mains-d'Œuvre
IMC	Indice de Masse Corporelle (Body Mass Index)
MARP	Méthodologie Accélérée de Recherche Participative
ORTPN	Office Rwandaise du Tourisme et des Parc Nationaux
PAM	Programme Alimentaire Mondiale
PDT	Pomme de terre
PIPO	Planification des Interventions Par Objectifs
PNUD	Programme des Nations Unie de Développement
PRSP	Poverty Reduction Strategy Paper (Stratégie de Réduction de Pauvreté)
RPG	Règles et Procédures de Gestion
RSSP	Rural Sector Support Programme
SARL	Société Anonyme de Responsabilité Limitée
SNS	Service National Semencier
SORAS	Société Rwandaise d'Assurances
SNV	Stichting Nederlandse Vriwilligers
SVI	Société des Volontaires Italiennes
TPR	Taxe Professionnelle du Rwanda
YWCA	Youth Women Christian Association

Introduction

Depuis son redressement, l'ADENYA a régulièrement élaboré des études du milieu. En 2000 l'Association a publié « L'Etat des lieux » et en 2003 une « Etude du milieu ». Il y avait deux raisons principales pour actualiser l'étude du milieu dont on disposait. D'abord il y avait le nouveau plan stratégique à élaborer. Une analyse profonde du contexte, qui est mise à jour, est indispensable pour un tel document. Ensuite Broederlijk Delen avait proposé l'ADENYA pour soumettre une proposition de projet chez le Fond Belge de Survie (FBS). Aussi pour ce projet une bonne étude du milieu était nécessaire.

Broederlijk Delen, nous a aussi soutenu pour pouvoir faire cette analyse. Raison pour laquelle, nous voulons remercier ce partenaire vivement.

L'analyse du contexte est divisé en 5 parties thématiques, notamment (i) environnement et climat, (ii) socioculturel, (iii) économie, (iv) institutionnel et politique et (v) l'insécurité alimentaire. Il y a certains aspects transversaux, qui reviennent dans (presque) chaque partie, à savoir l'aspect genre, le génocide, le SIDA et l'environnement.

Cette analyse est le fruit de diverses recherches dont des enquêtes auprès un sondage de bénéficiaires, une grande consultation de plus de 200 bénéficiaires et concernées dans des fora ouverts, des interviews des informateurs clefs, des discussions en groupes focaux et la consultation de documents. Les outils utilisés sont disponible au niveau du siège de l'ADENYA.

Résumé

NIVEAU MENAGE

Atouts matériels : Limités	<ul style="list-style-type: none"> • Très peu de moyens financiers et de revenus (moins que 35.000 FRW par adulte par an) • Très peu de terres (50 ares en moyennes au niveau provincial) • Peu ou pas de bétail (un équivalent de 5 chèvres en moyenne)
Atouts sociaux : Faibles	<ul style="list-style-type: none"> • Déstructuration suite au génocide et à la guerre • Le capital social est limité à l'horizontal et local • Réelle culture de solidarité communautaire
Capacités : En général faible	<ul style="list-style-type: none"> • Taux d'alphabétisation très faible (55%) • 36,2% des personnes n'ont jamais fréquenté l'école • Faibles indicateurs de santé • Faibles connaissances d'une bonne utilisation de denrées alimentaires • 50% de la population est chroniquement mal nourri • Faible maîtrise des techniques agricoles adaptées à l'exploitation de petites parcelles en dégradation • Un tiers des ménages avec une veuves ou un enfant comme chef de ménage
Activités : Agriculture de subsistance	<ul style="list-style-type: none"> • Priorité à la production de subsistance • Faible productivité • Faible production
Résultats	<ul style="list-style-type: none"> • Les ménages arrivent à peine à assurer leur propre subsistance • Manque de nourriture pendant plusieurs mois pour la majorité • Cercle vicieux ou spiral négatif (en cas de crises quelconques)

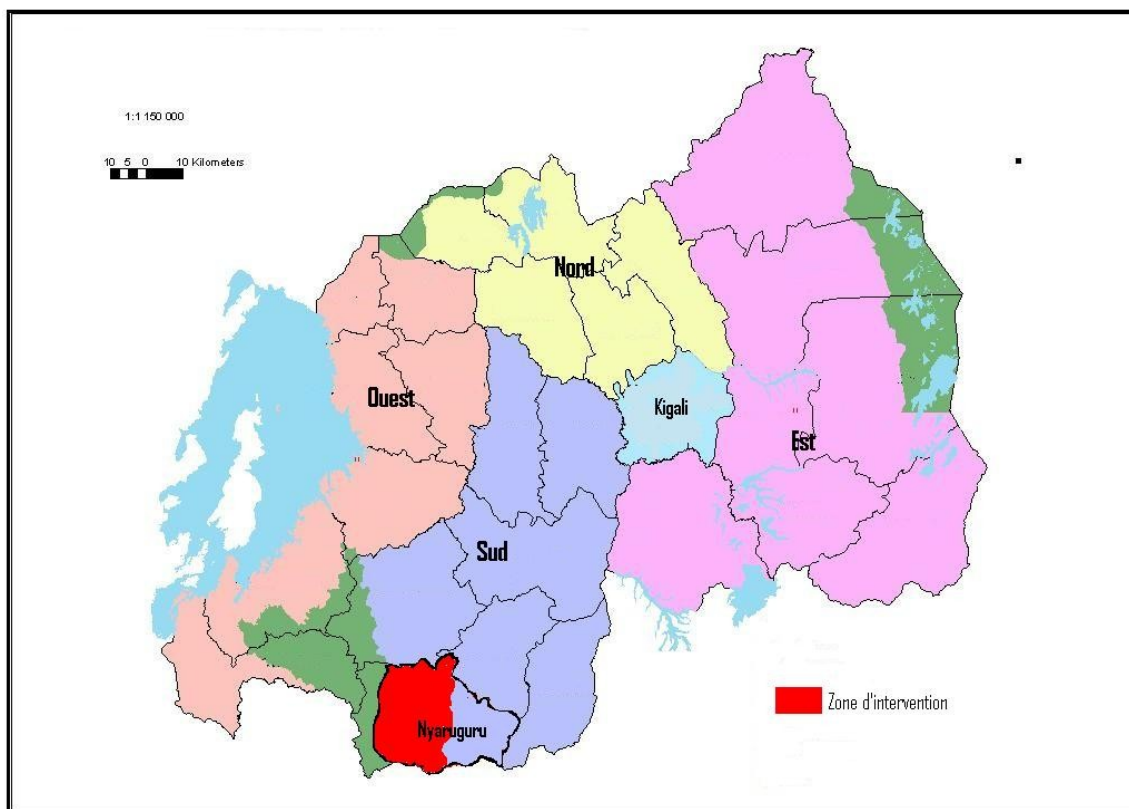
NIVEAU CONTEXTE

	Conditions favorables	Conditions défavorables
Environnement	Climat modéré avec une bonne pluviométrie favorable aux cultures de blé et de pomme de terre. Potentialités en hydroélectricité. Région relativement boisée.	Des sols très acides. Fortes pentes. Erosion et dégradation des sols. Isolement de la région. Aléas climatiques.
Socioculturel	Culture de solidarité communautaire. Vie associative. Main-d'œuvre disponible. Investissement politique dans l'éducation. Beaucoup d'intervenants pour le SIDA. Interventions ONG	Haute densité de la population. Situation de post-conflit. Prévalence du SIDA. Manque de concertation entre les différentes ONG.
Institutionnel	Bonnes relations avec les autorités locales. Politique locale en faveur du développement rural et la lutte contre l'insécurité alimentaire. Sécurité. Processus de réconciliation.	Manque d'investissement et d'intérêt dans les régions rurales. Manque d'investissement dans l'agriculture. Faible moyens et capacités au niveau des autorités locales.
Economique	Réseaux pour la téléphonie mobile. Potentialités en hydroélectricité. Marché agricole dans la région. Usine de thé sous construction. Développement du secteur de microfinance.	Agriculture de subsistance. Hausse des prix de nourriture et d'intrants et semences. Mauvaise infrastructure routière. Accès aux crédits difficiles pour les paysans.

1. La zone d'intervention située

La zone d'intervention se trouve à l'extrême Sud du Rwanda, dans l'Ouest du District de Nyaruguru, dans le Sud-Ouest de la Province du Sud, comme la carte ci-dessous le montre. Elle est composée par les 9 secteurs Nyabimata, Muganza, Kivu, Ruheru, Busanze, Mata, Munini, Kibeho et Ruramba (parmi les 14 secteurs du District de Nyaruguru), qui couvraient les deux ex-districts Nshili et Nyaruguru, dans le sud de l'ex-province de Gikongoro. La zone est bordée au Sud par la frontière avec le Burundi et à l'Ouest par la crête Congo-Nil et la forêt naturelle de Nyungwe. La zone d'intervention couvre une superficie totale de **730 km²** et a une population de 139.239 habitants. Il n'y a pas de zone urbaine.

Carte : la zone d'intervention située



L'ouest de Nyaruguru est une région éloignée et pauvre, selon certains indicateurs même la plus pauvre du pays. En outre c'est la région avec les moindres d'intervenants de toute l'ex-province, comme une recherche récente le montre¹.

¹ *Inventaire, mapping et analyse des intervenants dans le développement de la province de Gikongoro*, draft comme présenté par le MIG en novembre 2005.

2. Environnement et climat

2.1 Relief

- collines allant de 1600 jusqu'à même 2647 m.
- le **relief accidenté** de la crête est une des causes de l'enclavement de la zone.

2.2 Sols et érosion

- la région est caractérisée par des **sols très acides** (pH entre 4 et 4,5² qui peut même descendre jusqu'à 3,5³), un niveau élevé d'aluminium échangeable et une forte désaturation en cations échangeables, qui causent une infertilité considérable⁴
- les collines avec de fortes pentes causent **l'érosion**, aggravant encore l'infertilité⁵. On estime qu'à cause de l'érosion, on perd annuellement la capacité de nourrir 40 000 personnes, au niveau national⁶.

2.3 Climat

- la **température** moyenne annuelle se situe autour de 18°C⁷. Cette température plutôt fraîche limite la gamme de cultures adaptées et performantes⁸ mais crée d'autre part des opportunités pour des cultures comme la pomme de terre et le blé
- la **pluviométrie** varie entre 1500 et 2000 mm avec une moyenne de 1700 mm⁹. Cette pluviométrie élevée est un atout pour l'agriculture mais favorise aussi la propagation des maladies. Il y a deux saisons sèches (janvier et juin – août) et deux pluvieuses. Durant les saisons sèches, il pleut moins que 60 mm. On peut noter que au cours des dernières années les pluies étaient très irrégulières.
- Il peut y avoir aussi des **aléas climatiques**, comme la grêle par exemple.

2.4 Environnement

- la combinaison de la pluviométrie élevée avec le relief montagneux résulte aussi en de nombreuses chutes, qui ouvrent des **opportunités pour l'hydroélectricité**
- la région est relativement **boisée** et que les efforts pour le reboisement semblent porter des fruits

² Adelski, E, "We are all poor but in different ways" *A Rapid Assessment of Livelihood Strategies and Food Insecurity in Twelve Communities of Rwanda*, Kigali, 2001.

³ MINAGRI, *Séminaire régional sur la problématique de fertilisation et du revenu du paysan sur les sols acides de hautes altitudes du Rwanda, Gikongoro du 13 au 19 novembre 1988*, MINAGRI, mars 1989.

⁴ Il s'agit en bon nombre de cas des superficies qui étaient couvertes par la forêt de Nyungwe avant. Dans cette période le sol avait un horizon de 20 cm de terre noire et riche qui n'était pas tellement acide (pH entre 5 et 5,5). Mais cette fine couche est rapidement perdue quand on commence une agriculture intensive. (Dossche, E. *Soil Fertility Management and Socio-Economic Factors in Small-Scale Farming Systems in Southwest Rwanda : Interaction Between Research And Extension In Promoting Improved Compost Technology*, Master Thesis in Agricultural Development, Ghent University, Academic Year 2003-2004).

⁵ Ibidem

⁶ NTEAP, *Soil Erosion Study Report*, Kigali, February 2006.

⁷ *Plan de développement communautaire du district Nshili*, CDDP, mai 2004.

⁸ MINAGRI (1989)

⁹ Dossche (2004)

3. Conditions Sociales

3.1 Population¹⁰

la population

- la population totale du Rwanda est de plus de 8 millions, déjà un million de plus qu'en 1994 avant le génocide¹¹. La zone d'intervention compte **139.239 habitants**. Il n'y a pas de zone urbaine.
- Le **taux de croissance** de la population est autour de 3%, ce qui est énorme. De projections prévoient une population de 12 à 13 millions en 2020¹²
- à cause du génocide plus de la moitié de la population sont des **femmes** (52,3%). Il y a 117 femmes pour 100 hommes¹³
- Le Rwandais moyen est **jeune**. Plus de 50% de la population a moins que 20 ans. Pour la zone d'intervention on constate même que 65% de la population a moins de 25 ans.
- Le Rwanda est très **densément peuplé**. La densité globale est de 321 habitants par km² (en 1992 c'était encore 283¹⁴). Si on exclut la partie occupée par les eaux et par les réserves naturelles la densité monte à 378 habitants par km².¹⁵ La densité est moins sévère à l'ex-Nyaruguru et l'ex-Nshili. La densité de la population à l'ex-Nyaruguru est autour de 250 habitants par km², comme la moyenne de l'ancienne province¹⁶. A l'ex-Nshili la densité est de 203 habitants par km².¹⁷

familles incomplètes :

- Au niveau de l'ex-province autour d'un tiers des ménage a une **femme chef de ménage**. A l'ex-Nyaruguru ça arrive même à 36,85%
- Le génocide a aussi causé un nombre élevé **d'enfants chefs de ménage** (0,8% à l'ex-Nshili et 0,5 à l'ex-Nyaruguru).
- De même pour les **orphelins** : presque un quart des enfants n'ont pas les deux parents, 3% n'a ni mère ni père¹⁸.

vulnérables

- 7% de la population de l'ancien Nyaruguru est considéré comme vulnérable. Presque 60% parmi eux (3000) sont des **veuves**.
- A l'ex-Nshili c'est presque le double : 13% de la population est considéré comme vulnérable dont plus que 20% des **veuves** (2669), selon les autorités du district.
- L'ex-district de Nshili compte aussi autour de 800 **enfants chefs de ménage**
- Puis il y a un grand nombre de **très pauvres** dont presque 4000 vieillards.
- Les **rescapés** vulnérables sont au nombre de 764. Et il y a une centaine d'enfants de la rue.
- On peut remarquer que dans le 3^{ième} Recensement National on parle de 2525 **handicapés** à l'ex-Nshili et même 3014 à l'ancien Nyaruguru.
 - o Un rapport de CARE International mentionne encore un autre groupe de vulnérables. « Les **Batwa** de Gikongoro souffrent d'une extrême pauvreté, de marginalisation et d'une discrimination exagérée »¹⁹. Ceci leur rend vulnérable aussi pour l'insécurité alimentaire.

¹⁰ Source principale : Service National de Recensement, 3^{ième} Recensement général de la population et de l'habitat du Rwanda – 15 août 2002, synthèse des analyses des données du Recensement 2002 au Rwanda, Kigali, février 2005.

¹¹ McKay and Loveridge, *Exploring the paradox of Rwandan Agricultural Household Income and Nutritional Outcomes in 1990 and 2000*, Staffpaper, Department of Agricultural Economics Michigan State University, march 2005.

¹² MINAGRI, *Plan Stratégique pour la Transformation de l'Agriculture*, 2004. (PSTA)

¹³ 3^{ième} Recensement général (2005).

¹⁴ 3^{ième} Recensement général (2005).

¹⁵ Ibidem.

¹⁶ 3^{ième} Recensement Gikongoro (2005)

¹⁷ Source : *Plan de Développement Communautaire du district Nshili*. Cette densité de Nshili est sérieusement en-dessous de la moyenne de l'ex-province et la moyenne nationale. Mais le relief et l'infertilité du sol causent que même 203 habitants par km² est déjà beaucoup surtout quand on se rend compte de la forêt de Nyungwe qui occupe autour d'un tiers de la superficie du district. Dossche (2004) mentionne aussi un taux d'émigration (vers les villes mais aussi vers Kigali-Ngali) qui est assez élevé surtout à Nshili.

¹⁸ Service National de Recensement, 3^{ième} Recensement général de la population et de l'habitat du Rwanda au 15 août 2002, *Monographie de la province de Gikongoro*, Kigali, Avril 2005.

¹⁹ CARE International au Rwanda, *Rapport Synthétique d'Analyse Holistique de l'Insécurité Economique dans la Province de Gikongoro*, Avril – Juin 2003.

3.2 Santé et eau

quelques indicateurs généraux pour le Rwanda²⁰

- taux de mortalité infantile : 107 pour 1000 naissances
- mortalité maternelle : 1071 pour 100 000 naissances
- taux de vaccination : 87% des enfants en '92, 76% en 2000
- 18% des femmes accouchent dans un centre de santé

la zone d'intervention (basé sur des chiffres de l'ex-province de Gikongoro)²¹

- 5,11% de la population consulte un médecin (pire chiffre du pays)
- distance moyenne à un centre de santé : 8,4 km (moyenne la plus élevée du pays)
- un tiers de femmes enceintes reçoit de soins prénataux (presque le pire chiffre)
- 87% des femmes accouchent à la maison (chiffre le plus élevé du pays)
- mortalité juvénile de 220 sur 1000, ce qui est très élevé²²

les infrastructures de santé

- la zone d'intervention compte 10 centres de santé,
- dont 2 ont un centre nutritionnel qui est opérationnel
- les hôpitaux les plus proches sont ceux de Butare et de Kigeme, c'est à dire en moyenne à deux heures de route (en ambulance) des centres de santé, sans parler de la faible disponibilité des ambulances
- il y a deux ambulances dans la zone d'intervention (à Munini et à Kibeho)

la mutuelle de santé

- le fonctionnement diffère beaucoup de l'un à l'autre. La seule qui était vraiment opérationnelle en 2005, était celle de Nyabimata, gérée par l'ADENYA, avec un taux d'adhésion de plus que 70%. Soulignons néanmoins que ceci a chuté énormément début 2006 à cause d'un manque de clarté dans les communications gouvernementales. Grâce aux appuis ponctuelles aux juges de la juridiction Gacaca et les travailleurs dans les projets HIMO et Ubudehe, on a pu arriver à 60% en septembre 2006.
- Le gouvernement est en train d'uniformiser les mutuelles

eau

- A l'**ex-Nshili** 52% de la population s'approvisionne en eau par des sources ou puits aménagés et 9% par des robinets publics. L'approvisionnement est assuré partiellement par les adductions d'eau et partiellement par les sources aménagées. La plupart des adductions ne fonctionnent pas bien faute d'entretien par les comités locaux²³.
- A l'**ex-Nyaruguru** il s'agit respectivement de 59% de sources ou puits aménagés et 10% de robinets publics. Encore à l'ex-Nyaruguru 15% de la population se sert de sources ou puits non aménagés et plus de 15% prennent de l'eau d'un étang ou d'une rivière. A l'ex-Nshili il y a 22% qui utilisent des sources ou puits non aménagés et – comme à l'ancien Nyaruguru – 15% puisent dans des rivières ou des étangs²⁴.
- On peut constater que 30 à 40% de la population de la zone d'intervention n'a pas accès à l'eau potable.

3.3 VIH/SIDA

- depuis 2006 chaque centre de santé a un **service de dépistage**
- le taux de séroposivité arrive autours de **3%**

3.4 Genre

- **un tiers des ménages sont dirigés par des femmes.** Au moment du génocide beaucoup parmi eux étaient jeunes. Ces jeunes femmes ont géré des ménages dans un contexte de guerre et d'après-guerre. Parmi eux, beaucoup ont par exemple raté l'éducation, ce qui les rend plus vulnérable en plus parce que ces ménages manquent la force masculine de travail²⁵.

²⁰ FSRP-DSA & MINAGRI, *Situation nutritionnelle des jeunes enfants au Rwanda : une analyse de données anthropométriques collectées par l'Enquête sur les conditions de vie des Ménages 1999-2001*, Kigali, 2004.

²¹ MINECOFIN, *Indicateurs de développement du Rwanda 2003*, Kigali, 2003.

²² MINECOFIN, *Poverty Reduction Strategy Paper Rwanda, 2002 (PRSP)*.

²³ Plan de Développement Communautaire du District de Nshili.

²⁴ 3^{ième} Recensement Gikongoro.

²⁵ Adelski (2001).

- Soulignons pourtant que – comparé avec d'autres pays de l'Afrique – **l'accès à l'éducation**, primaire ainsi que secondaire, est presque égal pour les filles et les garçons à ces jours. De fortes disparités existent encore dans l'enseignement supérieur et dans le taux d'alphabétisation mais la situation s'améliore²⁶.
- La **violence sexuelle** envers les femmes demeure un grand problème²⁷. Le tabou qui défend d'en parler, fait partie du problème. Récemment une loi a été votée pour y répondre – présentée par un gouvernement et un parlement, composé par pas mal de femmes, notamment. On peut aussi remarquer que l'égalité entre les sexes est bien intégrée dans la nouvelle constitution (voté en 2003).
- Les femmes n'obtiennent certains droits que par le **mariage**. Dans ce cadre on doit souligner qu'à l'ex-Nshili 22,6% des femmes (âgées de douze ans et plus) vivent dans une union libre. Et il y a un autre 9,5% qui vivent en polygamie²⁸. Cependant, la loi ne reconnaît que la monogamie et dans la législation un grand effort ait été fait pour égaliser les droits des sexes. On peut conclure toutefois que les femmes ont une vulnérabilité plus poignante que les hommes, en général.

3.5 Education

- 45,3% de la population de l'ex-province de Gikongoro d'au dessus de 6 ans ne savent ni lire ni écrire, ce qui est déjà plus élevé que la moyenne nationale de 38,2%. Mais il y a pire encore dans la zone d'intervention. A l'ex-Nyaruguru on parle d'un taux d'**analphabétisme** de 47,9% et à l'ex-Nshili même de 55,1% ce qui est très alarmant. Soulignons qu'à l'ex-Nshili il s'agit de 41% des hommes de l'ex-district et plus de 60 % des femmes, âgés de 15 ans et plus.
- Le **taux net de scolarisation primaire** monte à 71,6% ce qui correspond plus ou moins à la moyenne nationale. Remarquons que ce taux de scolarisation est mieux que dans beaucoup de pays africains.
- Pour le **secondaire** le taux dans l'ex-province est de 6%, ce qui est un peu en dessous de la moyenne nationale de la population qui a fréquenté l'école²⁹.
- A l'ex-Nshili 36,2% de la population entre 6 et 29 ans n'a jamais **fréquenté l'école**, à l'ex-Nyaruguru il s'agit de 23,1%. Dans les deux cas ces chiffres dépassent la moyenne nationale qui est de 20,9%.
- En moyenne un élève fait plus de 13 ans sur l'école primaire pour terminer le 6^{ième}³⁰

3.6 Solidarité communautaire

Le Rwanda a une longue tradition de travail en commun. Le **ubudehe** et le **umuganda**, sont deux formes d'exécuter ensemble des travaux communautaires ou de travailler ensemble pour un individu³¹. Ceci contribue à créer des réseaux de réciprocité. Le umuganda et le ubudehe sont maintenant institutionnalisés. Le dernier samedi de chaque mois, chaque Rwandais est censé travailler pour la communauté dans le umuganda. Ce travail s'organise au niveau de la cellule ou du secteur. Le ubudehe est conçu comme un projet de développement communautaire basé sur les vœux de la population (à travers une analyse participative des besoins) et pour lequel chaque cellule reçoit un budget.

La **vie associative** est aussi bien présente au Rwanda. Beaucoup de paysans, artisans, éleveurs ... s'organisent en associations ou même des intergroupements, aussi dans la zone d'intervention. Ensuite on peut aussi constater que les tontines sont une tradition au Rwanda depuis longtemps. Ces traditions sont des atouts pour le développement en général et pour la lutte contre l'insécurité alimentaire en particulier.

Cependant on doit remarquer qu'il s'agit de mécanismes solidaires au niveau local et surtout parmi des pairs. Des communautés rurales (et pauvres) ont souvent un réseau social solide au niveau des familles et des voisins, ce qu'on appelle le capital social horizontal ou bonding. Mais ce qui manque sont des liens avec d'autres communautés, d'autres segments de la société, le capital social qu'on appelle vertical ou bridging et linking³².

²⁶ Gervais, M., Human security and reconstruction efforts in Rwanda : impact on the lives of women, in: *Development in Practice*, Volume 13, Number 5, November 2003.

²⁷ Gervais (2003).

²⁸ 3^{ième} Recensement Gikongoro.

²⁹ MINECOFIN (2003).

³⁰ Recherche non publiée de UNICEF

³¹ ACORD, *Social Movements in Rwanda: Experience of Social Forums against Poverty*, 2004 et PRSP (2002).

³² World Development Report 2000/1, dans: Bastiaensen, J. & De Herdt, T., *Syntheserapport Deel I Gemeenschapsopbouw als methodologie van ontwikkeling: een conceptuele bijdrage en enkele commentaren op de evaluatie*, IOB – UA, februari 2002. Voir aussi Broederlijk Delen, *La stratégie du renforcement des communautés*”, Bruxelles, septembre 2005.

4. Conditions économiques

4.1 Quelques indicateurs généraux

- **Au niveau national** 60% de la population adulte rwandaise vit en dessous du seuil de pauvreté de 64.000 FRW ou € 100 par an³³. Le pourcentage des ménages en dessous du seuil de pauvreté était en train d'augmenter petit à petit de 45,7% en 1985 à 47,5% en 1990. Mais la guerre de 1994 a créé une pauvreté presque totale d'environ 80%³⁴. Cela a diminué progressivement jusqu'à 60% dans ces jours.
- Plus précisément on compte 68% de pauvres en **milieu rural** et 23% de pauvres en ville.
- **Gikongoro** est l'ex-province la plus pauvre du pays. 77% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté³⁵ et 53,1% vit dans l'extrême pauvreté³⁶.
- la moyenne provinciale des **revenus réels par adulte** à 34.273 FRW ou € 52 par an, ce qui est en dessous de la moyenne nationale de 41.952 FRW ou € 64. A l'ex-Nshili les revenus voisinaient autour de 30.675 FRW ou € 46 par an en moyenne³⁷. Il saute aux yeux que la zone d'intervention est une région extrêmement pauvre.
- Le **PIB** était 635 milliards de FRW ou € 977 millions en 2002. Le taux de croissance du PIB variait de 6,6% en 2001 et 9,4% en 2002 (grâce à une bonne production agricole) vers 1% en 2003, avec une remontée à 4,2% en 2004. L'agriculture est le composant majeur du PIB avec 43%, suivi par les services (38%) et l'industrie (19%)³⁸.
- Le Rwanda dépend fortement de l'**aide étrangère**. 20 à 21% du PNB consiste de cette aide. 69% du budget dépensé du gouvernement est payé par l'aide. Ou encore en d'autres termes : le Rwanda reçoit \$ 44 par tête par an. Cet indépendance est beaucoup plus élevé que la moyenne de l'Afrique Subsaharienne³⁹.
- On peut constater **une polarisation économique** dans la population. Le nombre de riches a augmenté mais aussi le nombre des plus pauvres. C'était aussi l'impression des participants des groupes focaux. Quant aux chiffres on peut constater que le coefficient Gini⁴⁰ a augmenté de 0,27 vers 0,455 dans nos jours⁴¹. Quand on parle d'une sécurité alimentaire pour tous, on peut constater que ce n'est pas évident avec une telle inégalité.

4.2 L'agriculture

- Plus que **huit Rwandais sur dix** sont des agriculteurs. En milieu rural, presque tout le monde est agriculteur, quoique l'agriculture ne représente que **43% du PIB**.
- On estime que 66% de la production agricole est réservé à la **propre consommation**. 34% est pour le marché⁴².
- Du groupe des bénéficiaires interviewés dans la zone d'intervention, 84% des ménages vendent au marché de temps en temps. Le tableau ci-après montre l'utilisation des différentes cultures.

Tableau 2 : Les 11 cultures principales des bénéficiaires et leur utilisation

	Consommation uniquement	Consommation & Vente	Vente uniquement	Total
Patate douce	50%		38%	89%
Pomme de terre	20%		56%	78%
Blé	27%		48%	77%
Haricots	53%		20%	73%
Bananes	19%		33%	55%
Mais	24%		29%	54%

³³ MINECOFIN (2003). Ce 64000FRW représente le coût du panier des biens et services de base pour un adulte. On utilise ici un taux d'échange de € 1 pour 650 FRW, remarquons que ce taux d'échange change beaucoup.

³⁴ PRSP (2002)

³⁵ MINECOFIN (2003)

³⁶ MINECOFIN (2003)

³⁷ Les résultats ne sont pas encore publiés. Remarquons que les chiffres pour les niveaux national et provincial sont représentatifs, pour les données du district de Nshili, ce n'est pas le cas. C'est seulement indicatif.

³⁸ MINECOFIN (2003).

³⁹ ODI, IDS, *Independent Evaluation of Rwanda's Poverty Reduction Strategy 2002-2005 (PRSP1), Final Report, February 20, 2006.*

⁴⁰ Indicateur pour l'inégalité.

⁴¹ Broederlijk Delen, *Strategienota 2005-2011 voor het Belgisch Overlevingsfonds, september 2005.*

⁴² PSTA (2004).

Petits pois	20%	12%	1%	33%
Manioc	17%	10%	2%	29%
Sorgho	14%	11%	1%	26%
Choux	4%	17%	0%	21%
Colocase	13%	5%	0%	18%

Les **cultures principales au niveau national** (selon la superficie cultivée) sont :

- les haricots (23,5%)
- les patates douces (14,9%)
- les bananes de bière (14,2%)
- le manioc (11,5%)
- le sorgho (10,7%)⁴³

Calendrier saisonnier⁴⁴

SAISON B						SAISON A					
Plantation			Récolte			Plantation			Récolte		
Fév	Mar	Avr	Mai	Jui	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc	Janv
				Plantation			Récolte				
			SAISON C								

Les **cultures de rente** :

- Les deux principaux produits agricoles pour l'**exportation** sont le café et le thé. La production nationale du café se situe autour de 20 000 tonnes par an ce qui n'est qu'un tiers de la production en 1990.
- On trouve aussi la culture du **café** dans la zone d'intervention mais dans les années 1990 cette production a chuté avec 50%. 14 000 tonnes de thé étaient produites au niveau national en 2001⁴⁵
- Il y a deux plantations de **thé** dans la zone d'intervention et il y a une usine à Mata (dans le nord de la zone d'intervention). Une autre usine est planifiée à Rutiti (dans le sud).
- Ensuite la zone d'intervention est favorable aux **cultures de blé et de pommes de terre**. Il y a une minoterie pour le blé à Nyamagabe, qui a une demande beaucoup plus élevée que la production locale mais malgré cela elle donne un prix bas aux agriculteurs puisque le prix sur le marché régional (surtout le blé de l'Ouganda, le Tanzanie et le Kenya) est très bas. Raison pour laquelle beaucoup de paysans vendent leur récolte illégalement au Burundi. Notons qu'une recherche⁴⁶ récente du projet Appui à la Filière Semencière au Rwanda (AFSR) a trouvé que la production de semences de pomme de terre est rentable, c'est même la culture la plus rentable dans la recherche (avec un taux de rentabilité jusqu'à 132,4%), même la production de pommes de terre de consommation est très rentable, selon cette recherche. La pomme de terre est classée dans la catégorie I « les cultures rentables avec, pour les semences, un marché garanti actuellement et dans le futur ». Notons aussi que la pomme de terre est souvent cultivée en rotation avec le maïs et le blé, dont la dite recherche a aussi prouvé la rentabilité.

La **productivité** :

- En général on peut constater que les **technologies agricoles** de base n'ont pas fondamentalement changé depuis l'époque coloniale, tandis que la fertilité du sol a diminué progressivement et que la densité de la population s'est accrue. Ceci aggrave la dégradation des sols, ce qui est considéré comme une cause clef de la pauvreté rurale⁴⁷.
- La **productivité** de beaucoup de cultures est très faible. Les agriculteurs qui cultivent la pomme de terre ont une récolte qui souvent ne dépasse pas 100 ou 150 kg par are. Bien que les agriculteurs qui appliquent des techniques améliorées et qui ont accès aux intrants, puissent facilement arriver à 300 ou même 400 kg par are. Pour le blé la productivité ne dépasse souvent pas 15 ou 20 kg par are, tandis qu'on pourrait arriver à 40 kg. Ceci veut dire qu'un petit

⁴³ MINECOFIN, Enquête intégral sur la condition de vie des ménages, Kigali 2002. (EICVM)

⁴⁴ Source : FEWS.

⁴⁵ 3^{ème} Recensement général (2005).

⁴⁶ AFSR, Mutijima, A. & Kayumba, J., *Analyse de la demande solvable et étude de rentabilité économique des productions semencières*, Stratégies 2000, Kigali, Décembre 2005.

⁴⁷ MSU, *Promoting Food Security in Rwanda Through Sustainable Agricultural Productivity*, MSU International Development Papers No 17, 1995, voir aussi NTEAP (2006).

investissement dans l’approvisionnement en intrants et l’amélioration des techniques agricoles pourraient conduire à une augmentation considérable de la productivité.

La terre :

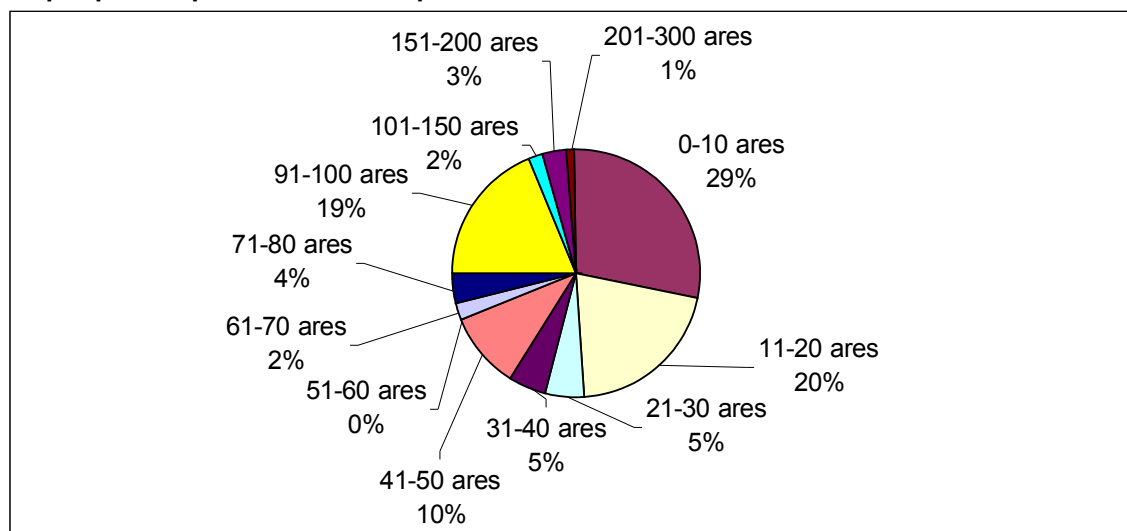
Pour les ménages ruraux la terre constitue l’atout principal. La superficie moyenne cultivée au niveau national est 76 ares⁴⁸. La moyenne provinciale de superficie cultivée de l’ex-Gikongoro est **50 ares** ce qui est le moindre de toutes les ex-provinces après l’ex-province de Butare. Remarquons que les moyennes des ménages sont – souvent sérieusement – en dessous des 57 ares que l’EICVM considère comme le seuil de l’extrême pauvreté. Une telle superficie ne peut pas générer assez pour nourrir une famille. Rappelons-nous aussi la dégradation progressive des terres, qui aggrave cette situation de plus en plus.

Le tableau et la graphique ci-après montrent les superficies estimées⁴⁹ des champs exploités des bénéficiaires actuels de l’ADENYA. On peut constater que plus que la moitié des ménages a moins que 30 ares.

Tableau 3 : Superficie des champs des bénéficiaires en tranches de 10 ares.

Superficie	%	% cumulatif
0-10 ares	28%	28%
11-20 ares	20%	48%
21-30 ares	5%	53%
31-40 ares	5%	58%
41-50 ares	10%	68%
51-60 ares	0%	68%
61-70 ares	2%	70%
71-80 ares	4%	74%
81-90 ares	0%	74%
91-100 ares	19%	93%
101-150 ares	2%	95%
151-200 ares	3%	98%
201-300 ares	1%	99%

Graphique : Superficie des champs des bénéficiaires en tranches de 10a



4.3 L’élevage

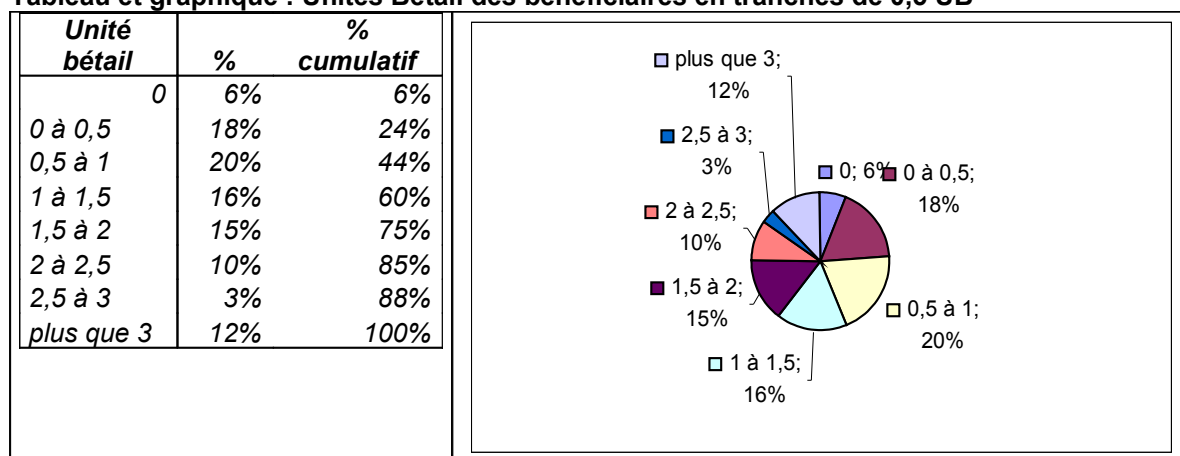
- le ménage moyen a **1,4 équivalents d’une unité gros bétail**, c’est-à-dire 12 chèvres par exemple.

⁴⁸ Ici nous nous basons sur les estimations de l’EICVM. Les chiffres de cette enquête diffèrent profondément des chiffres de PSRP/DAS/MINAGRI de 2002. Nous préférons l’EICVM parce que leur échantillon de recherche est 5 fois plus grande que celle de PSRP/DAS/MINAGRI.

⁴⁹ Remarquons qu’il s’agit d’une estimation.

- Mais on doit souligner que l'**inégalité** joue par excellence au niveau du bétail, donc que le médian sera sérieusement en dessous de cette moyenne. Au niveau national, la quintile la plus riche a 42% des unités bétail et la quintile la plus pauvre n'a que 6%. Ce qui veut dire que les ménages de la quintile la plus riche ont en moyenne 1,18 unités bétail et les ménages de la quintile la plus pauvre 0,15. On peut ainsi estimer que le tiers le plus pauvre des ménages de l'ex-Gikongoro n'a que 0,24 unité bétail (disons deux chèvres) en moyenne. Et que le médian est autour **0,65 unité bétail** (disons 5 chèvres ou un cochon et 2 chèvres). Tandis que les 0,7% les plus riches des ménages possède en moyenne 3,27 unités bétail.
- Au niveau des **bénéficiaires** de l'ADENYA on a trouvé les données suivantes :

Tableau et graphique : Unites Betail des beneficiaires en tranches de 0,5 UB



La moyenne auprès des **bénéficiaires** est 1,5 UB, ce qui est assez élevé⁵⁰. Notons néanmoins que 6% ne dispose pas de bétail et qu'un quart ne dépasse pas les 4 chèvres.

- En termes de production de **fumier** le petit cheptel a des conséquences, bien sûr. Une vache produit autour de 6 tonnes de fumier par an, qui peut doter autour de 25 ares pour assurer une bonne productivité. Etant donné que la plupart de la population n'a même pas de vache et que les caprins et ovins broutent un peu partout, il est très difficile de récupérer le fumier. Le manque de fumier est donc poignant, aggravant la dégradation des sols.
- Quant au **nombre de bétail**, on peut dire qu'en général, comparé avec les autres régions, la zone d'intervention a beaucoup de porcins, « la vache de Gikongoro » comme on le dit⁵¹. Alors que le caprin est le bétail le plus populaire, suivi par les poules, les porcins et puis les vaches. A l'ancien Nyaruguru on a recensé le nombre total de bétail à 43.679. Les bovins, caprins et poules constituent chaque fois autour de 20% de ce total. Les ovins, porcins et lapin ont chaque autour de 13%. Le cheptel de l'ancien Nshili est estimé à 48659, dont un quart sont des caprins. Bovins et ovins constituent chacun 13%. Puis il y a 17% de lapins et 8,5% de porcins.
- Dans la zone d'intervention il y a quelques **marchés** spécialisés pour le petit bétail, qui accueillent beaucoup de commerçants, surtout de Nyamagabe et de Rusizi.

4.4 Autres activités économiques et la microfinance

- Restent aussi **d'autres activités économiques** dans le milieu rural. Il y a les commerçants, les tailleurs, les coiffeurs ... Le bois est aussi une source importante d'emploi dans la zone d'intervention. La production de braises et de planches, pour être vendus à Kigali, est une activité économique importante dans la zone d'intervention.
- Il y a aussi un bon nombre de personnes qui travaillent dans l'agriculture mais pas pour la propre production. Ils et elles travaillent comme **maïns-d'œuvre** sur les champs d'autres, pour 200 à 250 FRW (c'est-à-dire € 0,3 à 0,4) par jour. Ceci est surtout fait par des femmes. Remarquons que les femmes allaitantes ou enceintes sont considérées comme « faibles » et ne touchent que 100 à

⁵⁰ Notons qu'il y a des grandes différences entre les bénéficiaires différents programmes de l'ADENYA. Ici il s'agit d'un sondage 'at random' auprès de 100 bénéficiaires. Des détails sont publiés dans la « Note sur le profil des bénéficiaires de l'ADENYA ».

⁵¹ EICVM (2000).

150 FRW (disons € 0,15 à 0,25)⁵² par jour. D'autres activités économiques – surtout pour les enfants – sont le gardiennage, c'est-à-dire garder le bétail de tiers, et aller travailler comme boy ou domestique. Ces stratégies d'aller travailler pour d'autres sont surtout montées par les pauvres.

- Remarquons que les gens qui gagnent leur vie en dehors de l'agriculture sont très peu nombreux. On peut citer le manque d'opportunités économiques hors agricoles comme une des causes principales de la pauvreté rurale⁵³.
- Il importe à souligner l'**accès difficile aux crédits** pour la plupart des ménages en milieu rural. D'abord les opportunités sont limitées, quoique le secteur soit en train de se développer de plus en plus. Mais la plupart des (pauvres) agri-éleveurs n'ont aucune garantie pour la banque. Puis il y a aussi toujours le risque dans le secteur agricole (mauvaise récolte à cause d'aléas climatiques par exemple), ce qui pousse les banques à demander un intérêt élevé. Un autre manque est donc aussi un fonds de garantie ou une assurance agricole. Une tendance positive est que le **secteur de microfinance** est en train de se développer. De différentes Coopératives d'Épargne et Crédit (COOPEC) émergent un peu partout et au niveau national le Rwanda Microfinance Forum a été redressé en 2005. La BNR (Banque Nationale), s'y a mis pour bien organiser le secteur (voir 2.5.5).

4.5 L'économie et le genre

Dans l'agriculture

- les femmes et les hommes font pas mal de choses **ensemble** quand il s'agit de l'agriculture, bien que les hommes fassent les cultures de rentes plus que les femmes tandis que les femmes produisent surtout les cultures vivrières.
- les femmes consacrent un tiers de leur **temps** à l'agriculture, tandis que les hommes n'y consacrent que 19,4%.

Les travaux domestiques

- sont presque **exclusivement pour les femmes**, qui y consacrent un tiers de leur temps (pour les hommes ce n'est que 4,1%).⁵⁴ Ceci inclut aussi la préparation des repas.
- Ceci pris en considération ensemble avec leur travail ordinaire dans les champs et dans le foyer on peut conclure que les femmes risquent souvent d'être **surchargées**⁵⁵.

Accès et contrôle

- Les femmes n'ont pas d'accès ou de contrôle direct sur les ressources économiques⁵⁶. Elles y ont accès à travers leurs maris.
- L'homme exerce le contrôle sur l'ensemble des ressources, des champs aux radios. Remarquons que souvent même le mari n'a pas de décision autonome sur toutes les ressources, là où les champs et le grand bétail appartiennent à la famille étendue. Cependant des femmes peuvent vendre des petites quantités de cultures vivrières et utiliser les revenus pour le ménage.
- Les femmes chefs de ménage gèrent leurs ressources. Mais pour certaines ressources majeures comme les champs ou le bétail elles doivent consulter la famille de leur mari ou leur fils adulte.

4.6 Infrastructures

Routes

- La zone d'intervention n'a **aucune route asphaltée**. Les goudrons les plus proches sont les routes Butare-Bujumbura et Butare-Cyangugu. Butare est à une heure de route des bureaux du district de Nyaruguru et deux heures du siège administratif de l'ADENYA.
- Les routes du goudron vers, Kibeho, le projet Theicole Nshili-Kivu et la frontière au secteur de Busanze ont été réhabilitées en 2004-2005. Il s'agit d'une **bonne piste**.
- Les autres routes sont **mauvaises**, surtout pendant les pluies, bien que le UBUDEHE a fourni un effort de les réhabiliter mi-2006. La zone d'intervention en général mais surtout les secteurs proche de la Crête Congo-Nil sont des coins vraiment éloignés et isolés.

⁵² Adelski (2001).

⁵³ MSU (1995).

⁵⁴ PSTA (2004).

⁵⁵ Adelski9 (2001).

⁵⁶ Adelski (2001).

Autres infrastructures :

- il y a sept **marchés**, aucun n'est aménagé.
- A Runyombyi, dans le secteur Busanze, il y avait une **centrale hydraulique** qui approvisionnait le groupe scolaire, le centre de santé et quelques ménages et entrepreneurs. Malheureusement la centrale est tombée en panne depuis des mois. Il y a l'espoir pour l'installation d'autres centrales dans la région (voir ci-dessous), comme plusieurs bailleurs et le gouvernement s'y sont intéressés et un projet a été soumis par l'ADENYA.
- Le Nord du district (secteur Mata) a accès au **réseau électrique**.
- En ce qui concerne **l'eau**, le Plan de Développement du District Nshili parle surtout d'un manque de comités de régie d'eau et d'encadrement de ces comités. Et le nombre des adductions d'eau à réhabiliter et à construire est assez élevé.
- Depuis quelques années la région est plus ou moins couverte par le réseau pour la **téléphonie mobile**, qui permet de se connecter à l'Internet depuis 2006.

4.7 L'impact économique du génocide

- les **infrastructures** ont été détruites (routes, marchés, magasins, unités de transformation ...)
- le **cheptel** a décimé
- Beaucoup de ménages ont perdu des membres de famille, ce qui se traduit dans une perte de **mains-d'œuvre**,
- Les familles avec un membre emprisonné ont le même problème et en plus ils doivent assurer l'approvisionnement en denrées alimentaires de l'emprisonné. Pour la zone d'intervention cela implique qu'il faut faire un long trajet, pour arriver à la prison de Nyamagabe. Dans cette situation les paysans étaient obligés de changer leurs stratégies de cultiver. L'accent a été mis encore de plus – presque exclusivement – sur la subsistance⁵⁷.

4.8 L'impact économique du VIH/SIDA

- Le VIH/SIDA cause une perte de **force de travail** dans les ménages. Le malade ne peut plus travailler comme avant et les autres doivent le soigner, ce qui ajoute encore une autre perte de travail, qui est consacré aux soins au lieu de cultiver par exemple.
- Les gens vivant avec le VIH/SIDA sont aussi obligés de se faire **soigner** ou même d'être hospitalisés. Ceci amène des frais considérables pour un ménage.
- Le problème est surtout que ceci peut **durer** longtemps, plus longtemps que pour d'autres maladies. Ce qui complique la récupération après.

⁵⁷ McKay & Loveridge (2005).

5. Conditions institutionnelles et politiques

5.1 La politique nationale en générale

La politique est fortement déterminé par la période de guerre et génocide. Depuis ces événements l'accent a été mis sur la **sécurité**, la **reconstruction** et la **réconciliation** du pays. Après une période avec un gouvernement d'unité nationale, des élections ont eu lieu en 2003. Les accents politiques sont restés les mêmes. Les efforts faits pour le redressement du pays ont porté des fruits. La sécurité est assurée, quoiqu'il reste toujours les problèmes du FDLR et les tensions y relatives. La reconstruction marche bien et pour la réconciliation le gacaca devrait être un pas crucial. Mais Molenaers & Robrecht caractérisent l'état rwandais comme un état fort avec des opportunités publiques fermées et avec une société civile faible⁵⁸. C'est une critique qu'on entend souvent.

La **Vision 2020** est le document qui stipule les fils conducteurs pour l'avenir du pays. Rwanda a aussi un « **PRSP** », une Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté. Pour les actions publiques cette stratégie a six domaines prioritaires, à savoir : le développement rural et la transformation agricole, le développement humain, les infrastructures économiques, la gouvernance, le développement du secteur privé et le renforcement de la capacité institutionnelle.

Treize organisations nationales et internationales, qui œuvrent au Rwanda viennent de rédiger le « Joint civil society comments on the zero Draft of the 17th Jun 2005 of the 2004 Rwanda PRS annual Progress Report ». Ce commentaire est assez critique. Globalement on trouve que le PRSP aussi bien que son exécution et le rapportage là-dessus se situe exclusivement au niveau gouvernemental. La société civile n'est pas impliquée et ne peut pas constater qu'au terrain il y a un PRSP en exécution.

5.2 Le secteur agricole et le milieu rural au niveau national

En citant le **Plan Stratégique pour la Transformation de l'Agriculture** (PSTA) du MINAGRI on peut constater que : « Le financement du secteur agricole par le budget de l'Etat est très faible. La part du budget allouée au secteur agricole dans le budget total de l'Etat a baissé de 4,55 à 2,94% entre 2002 et 2003 ce qui représente respectivement 1% et 0,55% du PIB » alors qu'en 2003 ainsi qu'en 2004 le pourcentage n'a pas augmenté. Et puis il y a encore la « faiblesse de la capacité d'absorption à cause de faible gestion et capacités d'exécution » des institutions concernées.

La critique des 13 organisations nationales et internationales se montre avec netteté dans le domaine agricole. Dans le PRSP l'agriculture est une priorité mais dans les années 2003 et 2004 on n'a pas pu constater de croissance de ce secteur et la production alimentaire a baissé. « Bien qu'un accent sur le besoin de la croissance des communautés rurales, à travers un appui aux activités génératrices de revenus des communautés ait été prévu, l'accent semble se déplacer de plus en plus vers des grands acteurs commerciaux et des projets de grandes infrastructures. » Le gouvernement investit trop peu dans le secteur agricole tandis que 90% de la population travaille dans ce secteur, qui devrait être le « moteur du développement » comme le PRSP le décrit.

Notons néanmoins que récemment des efforts on été fournis de la part du gouvernement et des **autorités locales**. On peut citer entre autre l'exécution du projet UBUDEHE et des projets HIMO, quant au gouvernement. Mais aussi les services vétérinaires et agricoles au niveau des secteurs semblent avoir un impact positif.

5.3 Le niveau local et la décentralisation

Le Rwanda a une **politique de décentralisation** qui va de pair avec la politique de développement communautaire. Début 2006 on a entamé une nouvelle phase, qui consistait entre autre d'un nouveau découpage administratif. La zone d'intervention couvrait avant les deux districts de Nshili et Nyaruguru, qui constituent actuellement le nouveau District de Nyaruguru, ensemble avec l'ancien district de Nyakizu.

⁵⁸Molenaers, N. & Robrecht, R., *Research Project: Poverty Reduction Strategy Papers and Civil Society Participation*, IDPM-UA, Antwerpen, 2004.

La **responsabilité** des nouveaux districts incombe à la coordination du développement économique et l'organisation de services⁵⁹. Le nouveau découpage devrait accélérer le processus de développement. L'objectif global de la politique de décentralisation et de développement communautaire est de « permettre l'enracinement de la politique nationale de décentralisation en proposant les voies et moyens d'assurer la participation effective et durable de la communauté à son développement axé sur la lutte contre la pauvreté »⁶⁰ ou bien « définir les orientations stratégiques qui visent le bien-être économique, social et culturel des communautés à mener un développement planifié, intensif, participatif et durable »⁶¹.

Citons **quelques principes** de cette politique

- c'est la **communauté de base** qui constitue le pilier d'un développement durable
- on doit « investir d'abord dans les **secteurs primaires** (agriculture, élevage ...) [...] »⁶²
- Pour le développement le Comité de Développement Communautaire (CDC) est l'**organe** approprié. C'est un organe au niveau des districts et des secteurs. Pour le moment ces CDC ne sont pas encore opérationnels. C'est plutôt le comité exécutif du secteur qui joue ce rôle et qui inclut aussi des représentants des ong's locales. On constat que ces fora manquent un volet disons technique concernant le développement. Il n'y pas un comité qui planifié d'une façon cohérente les activités quotidienne de développement. Au niveau du District il y a un 'joint action', un forum des intervenants dans le District, qui coordonne les interventions.
- Au niveau de **ressources humaines**, tous les secrétaires exécutifs des secteurs doivent avoir un diplôme universitaire et chaque secteur a (ou aura) un vétérinaire et un agronome diplômé, ce qui est une très bonne évolution.
- Le Maire du District, signe un « **pari** », ou contrat de performance, directement avec le Président de la République, qui stipule en détail ce que le district va faire. Les secrétaires exécutifs des secteurs signent un contrat pareil avec le Maire. Cette approche semble marcher. Au cours de 2006 ceci a entraîné pas mal d'initiatives de développement dans la région.
- Les autorités locales disposent de **ressources fiscales** pour pouvoir exécuter leurs responsabilités.⁶³ L'accent est mis sur les contributions locales pour le développement local. Il s'agit des patentes pour des commerçants et des impôts sur les revenus locatifs et sur les biens immobiliers. Ensuite il y a les différentes taxes auxquelles les districts et les secteurs peuvent décider. Dans la zone d'intervention, par exemple, on doit demander un permis (de 15000 FRW pour un mois) pour couper le bois, auprès de l'agronome du secteur. Une critique est que la marge pour les districts dans la législation sur les taxes est trop large ou trop vague.

5.4 Quelques tendances actuelles

La loi récente (2005) pour la **protection de l'environnement** inclut une interdiction de couper le bois librement. En principe c'est une bonne mesure, qui protège l'environnement. Le problème est que cette loi a été introduite d'un jour à l'autre. Créant le chômage pour de milliers de personnes, surtout de jeunes qui travaillaient dans des tuileries, des scieries, dans la production de braises (des activités économiques importantes pour la zone d'intervention, qui exporte ces produits à Kigali). De même pour l'interdiction de l'élevage libre. L'élevage en stabulation est obligatoire comme l'élevage libre est propice à la transmission de maladies, provoque l'érosion, crée des problèmes entre les agriculteurs. Une bonne loi donc mais celle-ci également a été introduite d'un jour à l'autre sans consultation des paysans qui sont obligés soit de disposer tout de suite d'un étable et assez de fourrage soit de vendre leur bétail.

En août 2005 on a voté la nouvelle **loi foncière**. Ses principes généraux sont les suivants : les terres doivent obligatoirement être enregistrées, il y aura un schéma directeur pour l'utilisation et l'exploitation de la terre, la mise en valeur des terres sera obligatoire, un impôt foncier sera perçu et le morcellement excessif des terres sera limité⁶⁴.

⁵⁹ Republic of Rwanda, *Rendre les services décentralisés plus performants*, draft septembre 2005.

⁶⁰ MINALOC, *Politique de Développement Communautaire (Version Originale)*, mai 2001.

⁶¹ MINALOC, *Politique révisée de développement communautaire*, Mai 2006.

⁶² MINALOC (2001).

⁶³ Cette partie est basée sur *Etude sur la fiscalité rwandaise*, une étude fait en 2005 par la société civile rwandaise (ASCORWA e.a.).

⁶⁴ *Dialogue* No 179-180, juillet – décembre 2004 et *Journal officiel du Rwanda*, 44^{ième} année, No 18, 15 septembre 2005.

Le Rwanda joue un rôle assez actif sur le plan international. Le pays est membre du **COMESA**, qui compte créer une 'union sans frontières', pour appuyer la dynamique du marché libre. Le Rwanda est aussi membre de **NEPAD**, un réseau africain pour « l'appui aux et l'analyse des paires ». Le gouvernement veut aussi s'associer à **l'Union de l'Afrique Orientale**.

Depuis quelques années des initiatives de **microfinance** sont apparues un peu partout. En 2005 le gouvernement a fait sortir une loi pour mieux organiser ce secteur. Chaque banque ou coopérative d'épargne et crédit (COOPEC) a dû déposer un dossier pour une reconnaissance par la Banque Nationale. Au cours de 2006 plusieurs COOPEC's ont été fermées, car elles ne remplissaient pas les conditions.

Avec l'appui de l'Union Européenne on est en train d'organiser un forum national pour le microfinance. En effet c'est un deuxième effort comme le Rwanda Micro Finance Forum était initié récemment mais n'a jamais fonctionné convenablement.

Selon les communications une **mutuelle de santé** sera initiée dans tout le pays. Jusqu'à maintenant il s'agissait de petites initiatives locales. On envisage une mutuelle nationale pour laquelle tout le monde doit contribuer, notamment 1000 FRW ou € 1,3 par personne. Selon les dernières nouvelles⁶⁵ l'année 2006 était une année de transition. On a gardé les mutuelles comme avant mais tout le monde devait déjà payer toute leur contribution avant la fin de janvier. En 2007 le système modifiera. L'expérience des 3 premiers mois de 2006 montrait que cette transition est problématique. A Nyabimata le taux d'adhésion avait chuté de 72% fin 2005 à 15%, début 2006, grâce à quelques appuis ponctuels (voir ci-haut) 60% de la population a pu adhérer en septembre.

En 2006 les juridictions populaires **Gacaca** ont commencé les jugements. Un constat est que ces tribunaux punissent très sévèrement. Certains individus fuient à cause de peur. Ceci crée un climat de soupçon et angoisse.

Au niveau de développement communautaire et rural on devrait mentionner les initiatives **HIMO** (haut intensité de mains-d'œuvre), **PASR/RSSP** (Rural Sector Support Programme) et **Ubudehe**. Les initiatives devraient respectivement créer de l'emploi, faciliter l'investissement dans les zones rurales et créer un lien direct entre la population et les plans de développement. Après les premières années de leurs existences on peut constater que les initiatives n'ont pas marché comme prévu⁶⁶. Mais au cours de 2006 la mise en pratique a commencé. HIMO a engagé 1500 personnes pendant trois mois pour aménager des terrasses radicales dans le secteur de Nyabimata. L'argent pour les projets de Ubudehe est arrivé et dans la région on a surtout travaillé aux routes et creusé des fossés anti-érosives. Le PASR/RSSP a été évalué sévèrement par la Banque Mondial, fin 2005. On attend le redressement.

6. Conditions nutritionnelles et alimentaires⁶⁷

D'après une recherche publiée par le Food Security Research Project (FSRP) en 2004, « les taux de malnutrition sont d'une manière alarmante élevés au Rwanda [...] »⁶⁸.

6.1 Les chiffres

- 20,10% de la population Rwandaise est sévèrement chroniquement mal nourri et encore 25% souffre d'une malnutrition modérée. Ce total de plus de 45% est plus élevé que par exemple les pays voisins Tanzanie ou Ouganda.
- La région a souffert de plusieurs famines. Les plus récentes étaient les famines de 1985 et de 1997-1998⁶⁹.

⁶⁵ Communiqué dans la réunion de la mutuelle de santé de Nyabimata de 10 novembre 2005.

⁶⁶ Voir entre autre ODI/IDS, 2006.

⁶⁷ Apparemment nous confondons de temps en temps les termes sécurité alimentaire et malnutrition. En général nous définissons la sécurité comme stipulée dans 4.1.2, comme notion multidimensionnelle. La malnutrition est pour nous une conséquence de l'insécurité alimentaire qui est un indicateur clé pour indiquer des cas d'insécurité alimentaire.

⁶⁸ FSRP (2004)

⁶⁹ Voir MINISANTE 1998.

- L'incidence de pauvreté alimentaire à l'ex-Gikongoro est 80,2%⁷⁰
- 50% de la population souffre d'une malnutrition chronique⁷¹. La prévalence la plus élevée d'une malnutrition chronique chez des enfants en dessous de cinq ans est aussi observée à l'ex-Gikongoro.
- 57,4% des enfants ont un retard de croissance et plus d'un enfant sur quatre accuse un retard sévère⁷².
- Adelski cite quelques régions dans la zone d'intervention, qui sont « extrêmement vulnérable » pour insécurité alimentaire.
- Le MINECOFIN (2003) signale une pauvreté alimentaire de 80,2% ce qui est l'avant-dernier du pays.

6.2 Personnes vulnérables

- les **femmes chefs de ménage**, comme les veuves, les femmes divorcées ou avec leur marié en prison. Rappelons qu'autour d'un tiers des ménages à une femme comme chef de ménage au Rwanda.
- Ceux avec **peu de terre** sont aussi vulnérables. Ce sont les gens sans terre, avec peu de terre mais aussi ceux avec de terre infertile. Les 30% des bénéficiaires qui ont 10 ares ou moins, sont dans ce groupe.
- il y a les ménages avec des membres avec une **maladie chronique** comme surtout le VIH/SIDA et le TBC (qui vont souvent de pair). Heureusement cette pandémie n'est pas trop répandue dans la zone d'intervention. Les premiers résultats des dépistages montrent qu'il s'agit de 3% de la population.
- Les personnes habitant dans des **imidugudu**, les agglomérations construites après le génocide, surtout pour les rescapés, sont aussi considérées comme vulnérables, parce que souvent leurs champs se trouvent loin de leur maison et il n'y a pas d'eau potable. La zone d'intervention compte autour de 750 gens vivant des des imidugudu.
- Enfin il y a aussi les **démunies**, c'est à dire les vieillards, les handicapés et les très pauvres. Leur nombre est estimé autour de 5000 individus dans la zone d'intervention (voir 2.3.1).
- Mais aussi les **enfants et surtout les bébés** sont vulnérables. Jusqu'à 6 mois les enfants sont exclusivement allaités. A partir de 6 mois on commence avec les aliments supplémentaires. Quand la quantité ou la valeur nutritive n'est pas suffisante, la malnutrition commence. Parallèlement les femmes allaitantes sont aussi vulnérables, comme c'est l'enfant qui « prend » une partie de leur énergie. Des naissances rapprochées aggravent encore cette situation.
- De nos enquêtes il résulte que **50% des interlocuteurs** disent qu'ils manquent de la nourriture pendant 4 à 6 mois par année, bien qu'il ne s'agisse pas des gens les plus pauvres (voir la graphique ci-après). Et pour avril c'était même plus que 80% de ménages enquêtés. Ceci pour dire que le manque de nourriture est un problème vécu régulièrement par la majorité de la population de la zone d'intervention.

6.3 Zones vulnérables

Au Rwanda, comme presque partout, les **régions rurales** sont plus vulnérables (48% des enfants sont mal nourris) que les zones urbaines (31%). Quand on considère des pauvres en termes alimentaires on constate que 96% parmi eux vivent en milieu rural et 4% en ville⁷³. La vulnérabilité élevée dans les milieux ruraux s'explique donc par une pauvreté plus profonde dans ces milieux.

Au **niveau du pays** il y a trois grandes zones avec un risque élevé pour l'insécurité alimentaire⁷⁴. C'est d'abord la région Est et Sud-Est, c'est-à-dire les régions de Bugesera et de l'Akagera dans la Province de l'Est. Ce sont des régions, où la sécurité alimentaire n'est pas stable, car elles souffrent cycliquement de la sécheresse, bien qu'en général ce soient des régions fertiles. Une autre zone très vulnérable est la partie vers le sud de Butare. Cette région aussi souffre de temps en temps de sécheresse et les sols sont infertiles. La sécurité alimentaire n'est donc pas stable mais aussi faible en termes de disponibilité et accessibilité. Puis il y a la crête Congo-Nil, qui s'étend des volcans dans le Nord, via Ngororero, Muhanga, Karongi et Nyamagabe jusqu'à Nyaruguru. La raison principale sont

⁷⁰ MINECOFIN (2003).

⁷¹ Ibidem et *Indicateurs de développement du Rwanda 2003*.

⁷² FSRP (2004).

⁷³ PSTA (2004).

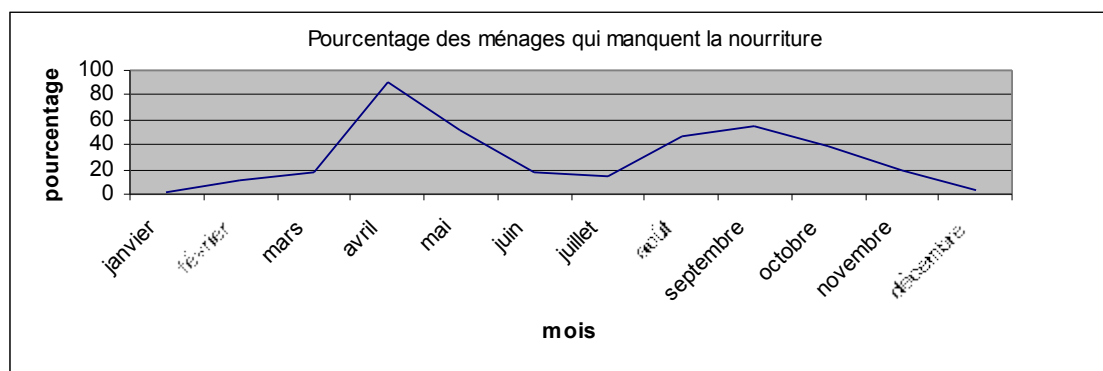
⁷⁴ Voir FEWS.

les petites parcelles infertiles en dégradation, qui causent une faible productivité et production au niveau des ménages.

La **zone d'intervention** fait partie de la crête Congo-Nil avec les sols infertiles. Mais même dans la zone d'intervention il y a des différences locales. Les cas de sévère malnutrition viennent souvent les ex-secteurs Masunzu et Rutiti, selon les titulaires des Centres Nutritionnels (CN) de Muganza et Ruheru. La dernière ajoutait encore Gitita. Pour la région de Kibeho la titulaire de CN disait que Gorwe et Runyinya sont les plus vulnérables parce qu'il y habitent beaucoup de pauvres et beaucoup de familles avec une femme chef de ménage.

6.4 Périodes de vulnérabilité

Les périodes de manque de denrées alimentaires varient avec les saisons, partout dans le pays, aussi bien que dans la zone d'intervention. Ceci signifie que la sécurité alimentaire n'est pas du tout stable le long de l'année. Entre (août-) septembre et début novembre et en avril – mai il n'y a presque pas de



récolte. C'est la période de soudure, après le semis mais avant la récolte. On l'appelle gashogoro, la période de manger les feuilles des haricots. Et d'habitude ce sont donc les périodes risquées. Ceci se reflète aussi dans les résultats des enquêtes (voir graphique), qu'on peut comparer avec le calendrier saisonnier (voir 2.4.2).

Pendant l'année 2004 il y avait moins de mal nourris enregistrés dans la zone d'intervention qu'en 2003. Ceci pour dire qu'il y a aussi une variation entre les années, surtout dépendant du climat.

6.5 Causes de l'insécurité alimentaire

Disponibilité

La **production alimentaire au niveau national ne couvre pas le besoin**, surtout en cas d'aléas climatiques⁷⁵. Comme en 2002 – une année avec un climat très propice à l'agriculture – on a pu produire 82% de la quantité de kilo calories nécessaire. Mais en 2000 et 2001 ce n'était que 55% et 61%⁷⁶. Selon ODI/IDS (2006) le volume de l'importation de produits vivrières a accru de 22% entre 2003 et 2004. Le pays dépend donc de l'importation, ce qui limite la disponibilité de denrées alimentaires, c'est une contrainte majeure pour la sécurité alimentaire. Les causes de cette faible production interne sont multiples. Pour la région ciblée on peut citer d'abord la non-fertilité (voir ci-dessus) des sols, combiné aussi avec le manque de fumier et de techniques culturelles appropriées et la pression démographique.

Accessibilité

La pauvreté est aussi citée parmi les causes principales de l'insécurité alimentaire du Rwanda et surtout de la zone d'intervention ciblée. Les ménages manquent de l'argent pour acheter de quoi manger. Le **pouvoir d'achat**, comme facteur clé pour l'accessibilité de denrées alimentaires, est très faible (voir 2.4.1). Ceci s'aggrave avec l'augmentation des prix de la nourriture. Une veuve qui va travailler pour un voisin touche 150 FRW ou € 0,2 par jour, bien que un kilo de haricots coûte 220 FRW ou € 0,3. Comment bien nourrir une famille si on ne peut pas encore acheter un kilo de haricots par jour sans parler des protéines animales ?

⁷⁵ PSTA (2004)

⁷⁶ MINECOFIN (2003).

Ensuite il y a le problème des **parcelles trop petites** pour nourrir le ménage. Une superficie moyenne de 50 ares (de terre souvent infertile) par ménage, sans maîtrise de techniques appropriées et sans moyens d'investissement, ne suffit pas pour nourrir des ménages avec 4,7 membres en moyenne, le long de l'année. Comme on a constaté plus haut, le cheptel des ménages est très petit, ce qui résulte dans un manque de fumier pour fertiliser les sols. Mais ceci a aussi des conséquences sur l'accessibilité des protéines animales, qui sont très rares. Les alternatives à l'agriculture, sous forme d'emploi salarié, sont rares.

Des **problèmes familiaux** peuvent aussi causer la malnutrition comme la titulaire du CN de Ruheru le nous disait. Elle disait que beaucoup de femmes se plaignent de ce que leurs maris ne les appuient pas à chercher des bonnes choses à manger.

Ajoutons aussi l'influence des **maladies**. Les personnes malades s'affaiblissent, ce qui entraîne une baisse de la production et un manque de capacités de se procurer des denrées eux-mêmes. Surtout le VIH/SIDA peut causer des problèmes pareil. Mais les relations entre le VIH/SIDA et la malnutrition ont encore d'autres relations spécifiques. De Waal & Tumushabe l'appellent "the vicious interaction between HIV and malnutrition"⁷⁷. Des personnes en bonne santé peuvent survivre des périodes avec un manque d'un régime suffisant sans effets sur le long terme. Pour des gens vivant avec le VIH ces périodes facilitent la progression d'infection de VIH vers le SIDA. En plus les gens qui vivent avec le VIH ou le SIDA ont des besoins nutritionnels plus élevés, donc les périodes de pénurie leur touchent de plus. Et enfin, la malnutrition facilite la transmission de VIH. Les gens deviennent plus vulnérables pour le virus. Ceci vaut pour des transmissions mère-enfant mais aussi pour d'autres transmissions.

Stabilité

Le **climat** est aussi un facteur important, quoique dans la zone d'intervention le climat soit modéré. Fin 2004 par exemple la grêle a détruit beaucoup de champs dans la région de Ruheru et en mai 2006 à Gahurizo. Les pluies deviennent de plus en plus irrégulières, comme on le disait dans les discussions en groupes focaux. Le climat est le facteur clé concernant la stabilité de la sécurité alimentaire.

Ensuite il y a aussi – surtout dans le perspectif historique – la **sécurité** dans la région qui influence la stabilité de la sécurité alimentaire. Bien que la région soit stable pour le moment, on ne peut pas être sûr que cette stabilité soit durable à long terme.

Etant donné la **dégradation progressive des sols** par le manque de fumier, l'érosion et les mauvaises techniques de cultiver, on peut craindre que la stabilité aille devenir de plus en plus faible.

Utilisation

Parmi les causes principales de malnutrition les interviewés ont cité aussi souvent l'**ignorance**. « La population ne sait pas bien nourrir ses enfants » ou « ils préfèrent un gros repas mais qui n'est pas de bonne qualité, par exemple seulement les patates douces. » Même des agents qui ont une expertise en dehors de la région confirment que c'est une caractéristique de la région. La titulaire du CN de Ruheru ajoutait que l'ignorance ne concerne pas seulement la nourriture mais aussi l'hygiène et de la façon de s'habiller.

« Le **régime alimentaire** de la majorité des ménages rwandais est essentiellement à base de bananes, racines et tubercules (patate douce, manioc et pomme de terre) qui contribuent à plus de 60% à l'apport calorique. Les légumineuses constituent la principale source protéinique et une source potentielle importante de lipides. On y retrouve essentiellement le haricot qui assure à lui seul 40 % de l'apport protéinique, le petit pois, le soja et l'arachide. Ces deux derniers contribuent sensiblement à l'apport en lipides. La consommation des céréales (sorgho, maïs surtout) reste faible malgré que ce soit des aliments énergétiques. La part des céréales dans la couverture des besoins énergétiques est de 15,4%. Les aliments d'origine animale occupent une place très minime dans la ration ; ils contribuent à hauteur de 2 % pour les calories, 6 % pour les protéines et 40 % pour les lipides (moyennes calculées sur les années 2001-2003). Les fruits et légumes sont consommés en faible quantité alors que les vitamines, sels minéraux et oligo-éléments sont importants pour assurer une alimentation équilibrée. »⁷⁸

⁷⁷ De Waal & Tumushabe (2003).

⁷⁸ PSTA (2004).

Le tableau suivant montre la répartition des **ingrédients** dans le repas des ménages enquêtés dans la zone d'intervention. On voit que les patates douces et les haricots sont les ingrédients les plus populaires, suivi par les pommes de terre.

Tableau : Répartition des ingrédients dans les repas

Ingrédients	%	Ingrédients	%
Haricots	68%	Banane	14%
Patates douces	78%	Manioc	10%
Pomme de terre	53%	Colocase	7%
Blé	22%	Légumes	7%
Mais	21%	Viande	4%

6.6 Stratégies de lutte contre l'insécurité alimentaire au moments de disette

- chercher un **emploi** quelque part. Par exemple, les femmes vont travailler chez un voisin plus riche⁷⁹. Dans la région il y des gens qui vont travailler dans les projets théicoles. Souvent on y envoie ses enfants, pour 250 FRW ou € 0,4 par jour. Récemment on vient d'augmenter vers 500 FRW ou € 0,8 par jour. Le problème dans ce cas est que les enfants vont travailler au lieu d'aller à l'école. Donc l'activité peut porter des fruits, mais ceci n'est pas durable.
- Il y a aussi des personnes qui font une **migration temporelle**, pour aller chercher du travail ailleurs. Dans tous ces cas il s'agit d'un changement d'activités du ménage.
- Mais on a aussi des stratégies visant les **atouts**. On peut par exemple décider de vendre du bétail. Une stratégie avec des conséquences positives à court terme mais négatives à long terme. On peut aussi louer ses champs aux autres pour une saison.
- En cas grave, on peut recourir auprès de certaines **instances** pour obtenir une aide nutritionnelle⁸⁰.

6.7 Quelques tendances récentes

Le bulletin de FEWSNET⁸¹ d'avril 2005 signalait des chiffres alarmants concernant la **hausse des prix de nourriture**. L'index des prix de quelques produits alimentaires de base avait augmenté de 5% à Butare et 6% à Kigali comparé avec le mois avant. Mais surtout comparé avec l'année passée : à Butare les prix étaient 33% plus élevés en avril 2005 qu'en avril 2004. Même en juillet 2006 FEWSNET mentionne que les prix des denrées avaient augmenté de 21%, et pour les patates douces même avec 73%, comparé avec juillet 2005. Dans les discussions groupes focaux ce changement était cité parmi les changements les plus importants des conditions de vie des ménages de la dernière année.

On peut aussi constater une **hausse des prix et la faible disponibilité des intrants**. Par exemple NPK, 300 FRW (ou € 0,46) par kg en septembre 2004, en janvier 2005 330 FRW (ou € 0,51) par kg, de même pour le prix de semences de pommes de terre, le prix a doublé pendant l'année passée. Dans les discussions groupes focaux aussi ce changement était cité parmi les changements les plus importants des conditions de vie des ménages de la dernière année.

La saison 2005A (récolte début 2005) était problématique à cause de manque de **pluie**. Les pluies pour 2005B étaient suffisantes⁸². Mais la saison 2006A (septembre 2005 à janvier 2006) était carrément problématique. Il y a trop peu plu, presque partout dans le pays, ce qui a résulté dans une famine. Le gouvernement a débloqué 1 000 000 000 FRW pour le projet HIMO pour organiser des projets de cash for work partout dans les zones touchées. Les pluies au cours de la saison 2006B était parfois très abondantes, ce qui a causé des maladies sur les pommes de terre, ce qui a entraîné une très faible récolte. Raison pour laquelle FEWSNET a constaté une insécurité alimentaire, qui persistait dans la zone d'intervention, même dans la période de récolter.

⁷⁹ Voir 2.3.2.

⁸⁰ Adelski (2001).

⁸¹ Food Early Warning System Network

⁸² FEWSNET, avril et mars 2005.